

Sénégal (Liste de surveillance de niveau 2)

Le gouvernement du Sénégal ne parvient pas à respecter pleinement les normes minimales en matière d'élimination de la traite, mais déploie des efforts considérables. Parmi ces efforts, on compte la collaboration avec une organisation internationale dans l'optique de mettre en place une base de données contre la traite et de planifier la troisième phase de son programme visant à retirer les enfants vulnérables, y compris les victimes de traite, des rues des grandes villes. En outre, le gouvernement a lancé une campagne d'urgence visant à placer les enfants vulnérables vivant dans la rue, y compris les victimes de la mendicité forcée, dans des centres d'accueil dans le cadre de la réponse à la pandémie au COVID-19. Cependant, il n'apparaît pas dans l'ensemble que le gouvernement ait accru ses efforts par rapport à la période d'évaluation précédente. Le gouvernement a rarement enquêté ou poursuivi de manière proactive les trafiquants exploitant des enfants dans la mendicité forcée et n'a pris aucune sanction contre les agents qui ont refusé d'enquêter sur de tels cas. Les autorités ont appliqué des peines de prison adéquates conformément à la loi de 2005 contre la traite que pour la condamnation de deux trafiquants. Le gouvernement n'a identifié aucune victime de traite adulte et la compréhension insuffisante de la traite chez les responsables gouvernementaux a persisté. Par conséquent, le Sénégal a été rétrogradé à la liste de surveillance de niveau 2.

RECOMMANDATIONS PRIORITAIRES :

Instruire explicitement aux agents chargés de l'application de la loi et aux autorités judiciaires de redoubler d'efforts en matière d'enquête sur l'exploitation des enfants à travers la mendicité forcée. • Appliquer aux trafiquants condamnés des peines de prison importantes conformément à la loi de 2005 contre la traite. • S'assurer que le projet de loi et les décrets d'application élaborés en vue de réglementer les *daaras* (écoles coraniques) interdisent de manière explicite la mendicité d'exploitation, approuver le projet de loi et les décrets d'application, et allouer des ressources adéquates, y compris désigner des inspecteurs chargés de faire respecter leur mise en application. • Mettre en place un système permettant de déclencher automatiquement des enquêtes policières ou judiciaires lorsque des éventuelles victimes de traite sont identifiées, y compris les enfants victimes de mendicité forcée. • Élaborer et appliquer des procédures opérationnelles standard en vue de s'assurer que les officiels, y compris les responsables administratifs

locaux, inspectent régulièrement les *daaras* pour s'assurer qu'elles n'obligent pas les enfants à mendier et qu'elles respectent les normes de protection de l'enfance. • Intensifier les efforts d'identification des victimes adultes, ainsi que d'orientation de ces victimes vers les services. • Continuer à doter la Cellule nationale de lutte contre la traite des personnes (CNLTP) de ressources et des fonds suffisants et renforcer sa capacité à coordonner les activités de lutte contre la traite entre les agences intervenant dans ce domaine. • Faciliter la formation des agents chargés de l'application de la loi, des questions de travail et des services sociaux afin d'identifier correctement les victimes de traite, y compris au sein des populations vulnérables, telles que les enfants mendiants, les Sénégalaises voyageant à l'étranger pour le travail domestique et les travailleurs nord-coréens, ainsi que mener des enquêtes sur les différents cas, orienter les victimes vers les services appropriés et empêcher leur criminalisation. • Élaborer et mettre en place un cadre réglementaire sur le recrutement de la main-d'œuvre à destination de l'étranger afin de prévenir l'exploitation des travailleurs sénégalais à l'étranger. • Réviser la réglementation du travail en vue d'inclure les inspections du travail dans le secteur informel où l'on retrouve le travail forcé.

• Elaborer et mettre en œuvre des formations de préparation au départ pour les travailleurs migrants, y compris des sessions sur les droits du travail, la législation du travail et les méthodes d'accès à la justice et à l'assistance dans les pays de destination et au Sénégal en vue de prévenir l'exploitation à l'étranger. • En partenariat avec des ONG, élargir l'accès des victimes de traite hors de Dakar aux services de protection. • Accroître les efforts de sensibilisation publique sur la traite, y compris sur la mendicité forcée des enfants dans les *daaras*. • Poursuivre la mise en œuvre du système de base de données, Systraité, à travers les 14 régions du Sénégal.

POURSUITES JUDICAIRES

Les efforts d'application de la loi du gouvernement en matière de lutte anti-traite sont restés insuffisants. La loi de 2005 relative à la lutte contre la traite des personnes et les pratiques assimilées et à la protection des victimes a identifié la traite à des fins sexuelles et la traite des travailleurs comme des crimes. Cette loi prévoit des peines de cinq à 10 ans d'emprisonnement et une amende pour la traite sexuelle et la traite pour le travail – sauf la mendicité forcée – ainsi que des peines

inférieures de deux à cinq ans d'emprisonnement et une amende pour la mendicité forcée. Ces sanctions sont suffisamment sévères et, en ce qui concerne la traite sexuelle, elles font écho aux sanctions prévues pour d'autres délits graves, tels que le viol. Bien que la loi de 2005 contre la traite réprime la mendicité forcée, les dispositions du code pénal qui autorisent la sollicitation d'aumônes sous certaines conditions peuvent avoir entravé la capacité des agents d'application de la loi à faire la différence entre la sollicitation d'aumône traditionnelle et l'exploitation au travers de la mendicité forcée. Au cours de la période d'évaluation, le gouvernement a organisé plusieurs ateliers sur l'examen des amendements proposés à la loi de 2005 contre la traite dans l'optique de parvenir à des lois distinctes relatives à la traite des personnes et à la traite des migrants afin de réduire la confusion entre les deux crimes.

Sur la base de l'analyse des données collectées dans cinq des 14 régions du Sénégal, il apparaît que les autorités ont enquêté sur 12 affaires de traite au moins, mené des poursuites judiciaires 17 suspects et condamné cinq trafiquants, contre 12 enquêtes, 12 poursuites et six condamnations au cours de la période d'évaluation précédente, avec des données de six régions. L'un des cinq trafiquants condamnés s'était fait passer pour un enseignant coranique et a obligé des enfants à mendier. Il a été reconnu coupable en vertu de la loi de 2005 contre la traite des personnes et condamné à deux ans de prison avec sursis et à une amende de 50 000 francs CFA (86\$), ce qui n'était pas conforme aux sanctions prévues dans la loi de 2015 contre la traite. Les juges ont condamné les quatre autres trafiquants reconnus coupables de traite sexuelle à des peines allant d'un mois avec sursis à 10 ans d'emprisonnement, deux trafiquants ont été condamnés à une peine de prison de plus d'un an. Ces condamnations sont globalement inférieures à celles de la période précédente, où quatre trafiquants condamnés sur six ont reçu des peines de prison supérieures à un an ; cependant, le tribunal n'a condamné que deux de ces trafiquants à des peines conformes à celles prévues par la loi contre la traite au cours de la période d'évaluation précédente. Les autorités appliquent de manière persistante des sanctions non conformes à la loi de 2005 contre la traite des personnes. Les autorités n'ont pas systématiquement utilisé la loi anti-traite de 2005 pour poursuivre en justice les trafiquants présumés. Lorsque les officiels identifient un cas suspect de mendicité forcée, ils infligent souvent des sanctions administratives aux auteurs présumés au lieu d'enquêter et de poursuivre pénalement l'affaire ; au cours de la période d'évaluation, sept affaires de mendicité forcée d'enfants ont été traitées par voie administrative. En n'enquêtant

ni en ne poursuivant pénalement ces affaires de mendicité forcée, les autorités n'ont pas assez mis en exergue la responsabilité des trafiquants. Selon une ONG, entre 2017 et 2019, le pouvoir judiciaire a abandonné ou réduit les charges ou les condamnations contre les enseignants coraniques et leurs assistants dans 17 affaires au moins, en partie en raison de la pression publique liée à l'influence sociale des enseignants coraniques.

Malgré les accusations de complicité contre les autorités – en refusant d'enquêter sur les infractions de traite ou en faisant pression sur le pouvoir judiciaire pour qu'il abandonne les charges – le gouvernement n'a signalé aucune enquête, poursuite ou condamnation de ses agents pour complicité d'infractions de traite des personnes.

A l'instar des années précédentes, la CNLTP a cofinancé et dirigé une formation en collaboration avec des organisations internationales et des ONG sur l'identification, les enquêtes et les poursuites judiciaires relatives à la traite des personnes à l'intention de 30 magistrats et procureurs en avril 2019. Ceci constitue une baisse par rapport aux plus de 159 officiels que la CNLTP a formés au cours de la période d'évaluation précédente. Le ministère de la Justice a organisé une formation de quatre jours à l'intention des officiels gouvernementaux en décembre 2019 afin de préparer la troisième phase de la campagne « *Le retrait des enfants de la rue* » pour retirer les enfants vulnérables de la rue.

D'autres ministères gouvernementaux n'ont signalé avoir organisé des formations supplémentaires sur la traite des personnes et la protection des enfants. De nombreux membres des forces de l'ordre et du pouvoir judiciaire demeurent toujours dans l'ignorance des dispositions de la loi de 2005. Cette absence de sensibilisation, associée à une faible capacité institutionnelle, a entravé les efforts visant à poursuivre et à condamner les trafiquants en vertu de la loi et à collecter des données sur ces efforts. En octobre 2019, le gouvernement a collaboré avec une organisation internationale et un donateur étranger pour lancer une base de données anti-traite appelée « Systraité » afin de collecter des données sur l'application de la législation et la protection des victimes ; le gouvernement met en œuvre les phases pilotes du système dans les régions de Dakar, Saint Louis, Thiès, Kédougou et Tambacounda. Le gouvernement a organisé des formations sur la base de données dans chaque région.

PROTECTION

Le gouvernement a réduit ses efforts déjà insuffisants en matière d'identification et de fourniture de services aux victimes de traite. Le personnel chargé de l'application de la loi, de l'immigration et des services sociaux dispose de procédures écrites formelles sur l'identification proactive des victimes de la traite au sein des populations à haut risque. Le gouvernement, parfois en collaboration avec des ONG, a identifié et orienté des 1 358 enfants, victimes éventuelles de traite, au cours de la période d'évaluation, y compris des victimes de la mendicité forcée. Le gouvernement n'a déclaré ni identifier ni orienter des victimes de traite adultes, comparé aux 1 559 enfants victimes de traite et aux neuf victimes adultes identifiées et orientées au cours de la période d'évaluation précédente. Le Ministère de la femme, de la famille, du genre et de la protection de l'enfance (MFFGPE) a orienté 359 enfants vers son centre d'accueil de Ginddi au cours de la période d'évaluation. Une ONG de Saint Louis a identifié et pris en charge 204 autres enfants victimes sans le soutien du gouvernement. Au cours de la période d'évaluation, les autorités ont commencé la planification de la troisième phase de sa campagne « *Le retrait des enfants de la rue* » pour retirer les enfants vulnérables, y compris les victimes de la mendicité forcée, des rues de Dakar, Thiès et Saint Louis à la suite d'opérations similaires à Dakar en 2016 et 2018. Jusqu'à la fin de la période d'évaluation, la mise en œuvre du programme n'avait pas commencé. Cependant, en mars 2020, le gouvernement a lancé une opération distincte visant à retirer les enfants de la rue, vulnérables au COVID-19, y compris les victimes de la mendicité forcée, et à les placer dans des centres d'accueil du gouvernement et des ONG. Par rapport aux années précédentes, aucun rapport n'a identifié des enfants qui ont été exploités à nouveau dans la mendicité forcée, et aucun des auteurs présumés n'a été signalé récidiviste.

En avril 2019, le ministère de la Bonne gouvernance et de la protection de l'enfance a fusionné avec le nouveau MFFGPE qui était l'institution de coordination en matière de protection des victimes. Le Centre de Ginddi, sous l'égide du MFFGPE a fourni un abri temporaire et des soins de base aux victimes infantiles étrangères et sénégalaises. Le centre a fourni des repas, un abri, des soins psychosociaux, des vêtements, des soins médicaux et une formation professionnelle rudimentaire. Le centre ne disposait pas d'une formation spécialisée pour les travailleurs sociaux et les volontaires, et il n'avait qu'un seul médecin volontaire et une infirmière pour dispenser les soins médicaux primaires. Le centre manquait également d'espace pour accueillir toutes les victimes identifiées, ce qui limitait le nombre de victimes que les autorités pouvaient retirer

de l'exploitation, ainsi que la durée d'accueil des victimes au centre. Afin de remédier au manque d'espace au Centre de Ginddi, les autorités envoient des victimes au centre pour des services immédiats, puis à des ONG ou à des partenaires *daaras* – que le gouvernement avait certifiés conformes aux normes de capacité, d'hygiène et de sécurité et qui ne s'impliquent pas dans la mendicité forcée – ce qui offre aux enfants un soutien de suivi jusqu'au regroupement familial. Le ministère de la Justice gère trois centres de premier accueil (CPA) pour les enfants victimes d'actes criminels, les témoins et les enfants en situation d'urgence, et qui sont également accessibles aux victimes de la traite. Plusieurs ONG gèrent des refuges accueillant des victimes de traite à travers les différentes régions du pays. Les autorités ont renvoyé les victimes identifiées le long des frontières du Sénégal vers une organisation internationale et un centre gouvernemental pour les interroger avant de les orienter vers des ONG ou des centres gouvernementaux offrant des services de protection. À Dakar et en zones rurales, les forces de l'ordre, la société civile et les groupes de protection communautaire ont généralement orientés les enfants vers les autorités ou des ONG pour les services sociaux et le rapatriement ; cependant, les membres ne sont toujours pas au courant de l'existence des centres d'accueil et des services disponibles, en particulier pour les adultes, ce qui entraînait parfois des retards dans la prestation des services. En vertu de la législation, il existe d'autres mécanismes d'orientation pour les victimes étrangères qui pourraient rencontrer des difficultés ou des représailles à leur retour, y compris la possibilité de demander le statut de résident temporaire ou permanent ; les autorités n'ont pas le nombre de victimes ayant bénéficié de cette aide au cours de la période d'évaluation. La loi de 2005 contre la traite des personnes prévoit des dispositions pour la protection des victimes pendant les poursuites judiciaires, notamment l'autorisation d'effectuer des témoignages enregistrés sur bande vidéo ; le gouvernement n'a pas déclaré avoir eu recours à ces dispositions au cours de la période d'évaluation. Les victimes pouvaient légalement obtenir une restitution ; le gouvernement n'a pas indiqué avoir demandé la restitution au cours de la période d'évaluation considérée. Les victimes ont la possibilité d'intenter des poursuites en matières civiles contre leurs bourreaux ; toutefois, aucune victime n'aurait utilisé cette disposition au cours de la période d'évaluation et de nombreuses victimes ne connaissent pas l'existence même de cette option.

PRÉVENTION

Les efforts du gouvernement sont demeurés faibles en matière de prévention de la traite des personnes. Le gouvernement a poursuivi la mise en œuvre du plan d'action national anti-traite 2018-2020 et s'est engagé à augmenter le financement de la CNLTP en vue de lui permettre de mettre en œuvre de ce plan. Le gouvernement a alloué 16 millions de FCFA (27 490 \$) à la CNLTP en 2019 et s'est engagé à ajouté 60 millions de FCFA (103 090 \$) supplémentaires en 2020, contre 80 millions de FCFA (137 460 \$) alloués en 2018. Le financement de la CNLTP est resté insuffisant et la CNLTP est obligé de des fonds supplémentaires auprès des donateurs pour soutenir un grand nombre de ses activités. Le Centre Ginndi a continué à gérer une ligne d'assistance téléphonique pour la traite des enfants en trois langues. Cette ligne a reçu 607 appels au cours de la période d'évaluation, ce qui a permis d'identifier 421 enfants vulnérables, dont 215 victimes de traite. Un nombre non confirmé d'enquêtes criminelles ont été ouvertes à la suite de ces appels. Le personnel a répondu à chaque appel, malgré le fait que le centre Ginndi n'avait pas de véhicule, ce qui l'a obligé à en louer un à chaque fois qu'il a donné suite à une signalisation d'un cas de traite. En collaboration avec des ONG, la CNLTP et l'Unité d'appui à la protection des enfants dans le cadre du MFFGPE ont organisé des événements de sensibilisation en novembre 2019.

Le gouvernement a réglementé les recruteurs et les courtiers en matière de recrutement de la main-d'œuvre, mais n'a signalé aucune enquête sur le recrutement frauduleux au cours de la période d'évaluation. Quatre municipalités ont continué à s'associer à une organisation internationale pour fournir un financement et un soutien en nature aux communautés locales afin de fermer les *daaras* qui pratiquent la mendicité forcée, de fournir de la nourriture, de l'hygiène et des services médicaux aux talibés et de réduire l'incidence de la mendicité forcée ; trois des gouvernements locaux ont adopté des règlements interdisant la mendicité des enfants. Selon ladite organisation internationale, ces efforts ont permis de réduire le nombre d'enfants mendiants de 80% dans une municipalité et de 25% dans les trois autres. Le projet de loi et ses décrets d'application sur la modernisation des *daaras* sont restés en attente d'approbation à l'Assemblée nationale au cours de la période d'évaluation ; s'il est adopté, ce projet de loi définira les exigences que devront satisfaire les *daaras* pour être éligibles aux subventions gouvernementales. En outre, le projet de loi et ses projets de décrets présidentiels qui rendraient la loi opérationnelle définissent les normes que les

daaras devraient respecter ; pour la première fois, le gouvernement assurerait la supervision et disposerait du pouvoir d'approuver ou de refuser l'ouverture de nouveaux *daaras* et de fermer les *daaras* qui ne répondent pas aux exigences. Cependant, ni le projet de loi ni aucun de ses décrets d'application n'interdisent explicitement la mendicité forcée des enfants. La CNLTP a continué à participer aux réunions du Réseau ouest-africain pour la protection des enfants, un mécanisme d'orientation sous-régional destiné aux enfants vulnérables, y compris les victimes de traite. Le groupe était composé d'ONG et de responsables des pays voisins d'organismes de lutte contre la traite. Le gouvernement n'a fait aucun effort pour réduire la demande de rapports sexuels commerciaux. Les forces de police de l'unité spéciale sur le tourisme ont continué à surveiller les zones de villégiature de Saly et de Cap Skirring pour détecter les indicateurs du tourisme sexuel impliquant des enfants et d'autres abus, bien qu'ils n'aient signalé aucun cas de tourisme sexuel impliquant des enfants.

PROFIL DE LA TRAITE

A l'instar des rapports faits au cours des cinq dernières années, il convient de relever que les trafiquants d'êtres humains exploitent les victimes nationales et étrangères au Sénégal, et les trafiquants exploitent les victimes sénégalaises à l'étranger. La mendicité forcée est la forme de traite la plus répandue ; certains enseignants et hommes coraniques qui prétendent être des enseignants coraniques forcent les enfants à mendier à Dakar et dans d'autres grandes villes du Sénégal. Selon une estimation faite par une ONG en 2019, 100 000 enfants vivant dans des *daaras* résidentiels à travers le Sénégal sont obligés de mendier. La même ONG estime que les trafiquants contraignent près de 30 000 enfants à mendier à Dakar seulement. Par ailleurs, une étude menée par des ONG en 2017 a identifié plus de 14 800 enfants mendiants forcés à Saint Louis et a rapporté que 187 des 197 *daaras* de la ville envoient des enfants mendier pendant au moins une partie de la journée. Les trafiquants recrutent frauduleusement des victimes sous le prétexte de pratiques culturelles traditionnelles appelées *confiage* par lesquelles les parents envoient des enfants vivre avec une famille ou des connaissances afin que l'enfant ait un meilleur accès à l'éducation et aux opportunités économiques ; les trafiquants exploitent ensuite les enfants dans le travail forcé et à des fins sexuelles. Les trafiquants soumettent les garçons et les filles sénégalais à la traite sexuelle et au travail forcé dans des maisons de particuliers et les mines d'or. La traite nationale

est plus répandue que la traite transnationale, bien que les trafiquants exploitent des garçons de Gambie, de Guinée, de Guinée-Bissau et du Mali dans la mendicité forcée dans les villes sénégalaises, ainsi que dans le travail forcé dans les mines d'or artisanales au Sénégal.

Les trafiquants exploitent les femmes et les filles sénégalaises dans la servitude domestique dans les pays voisins, en Europe et au Moyen-Orient, notamment en Égypte. Selon certains rapports, les trafiquants exploitent la plupart des victimes sénégalaises à des fins sexuelles au Sénégal, en particulier dans la région aurifère du sud-est de Kédougou. Les trafiquants assujettissent également des Nigériens, des Guinéens, des Maliens et des Burkinabés au travail forcé et à la traite à des fins sexuelles dans les communautés minières. Le gouvernement a continué à autoriser les entreprises nord-coréennes à opérer au Sénégal et à amener au moins 31 travailleurs nord-coréens à travailler dans la construction et d'autres secteurs. Il est possible que les travailleurs nord-coréens au Sénégal aient été contraints de travailler par le gouvernement nord-coréen. En 2018, les autorités ont identifié des femmes ukrainiennes et chinoises exploitées à des fins sexuelles dans les bars et les boîtes de nuit. Les femmes et les filles ouest-africaines sont assujetties à la servitude domestique et à l'exploitation à des fins sexuelles au Sénégal, y compris pour le tourisme sexuel impliquant des enfants, par des touristes en provenance de France, de Belgique, d'Allemagne et d'autres pays. Le tourisme sexuel impliquant des enfants se produit principalement dans les villes de Dakar et de Saint Louis et, dans une moindre mesure, à Cap Skirring et à La Petit Cote, les zones touristiques traditionnelles, et de plus en plus dans les résidences privées. En 2018, un rapport du gouvernement et d'une organisation internationale a allégué que certains diplomates saoudiens au Sénégal étaient complices du recrutement et de l'exploitation frauduleux de femmes sénégalaises dans la servitude domestique en Arabie saoudite. En 2017, une organisation internationale a identifié plus de 1 100 migrants sénégalais en Libye et qui étaient vulnérables à la traite. La majorité des migrants a déclaré avoir voyagé à travers le Mali, le Burkina Faso et le Niger pour atteindre la Libye avec l'intention d'arriver en Europe.